

Au service de causes et de projets locaux

LADIES' LUNCH LAUSANNE. Passage de témoin après 10 ans.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Pour célébrer son 25^e anniversaire, le Ladies' Lunch de Lausanne réunissait hier au Lausanne Palace & SPA plus de 400 personnes. Dont une bonne centaine représentant les soixante et une associations et fondations au bénéfice desquelles l'évènement biennuel a levé deux millions de francs depuis sa naissance. Fondé en 1991 à Lausanne par Carmela Lagonico, le Ladies' Lunch a par la suite essaimé à Genève, Zurich et Monaco.

Un bel ouvrage* très sobre commémore l'action de ce quart de siècle au profit d'œuvres locales, témoignant d'une immense diversité de projets. Depuis les soupes populaires de la fondation Mère Sofia, premier projet sélectionné en 1992, jusqu'à l'association Pacte dédiée à la réinsertion professionnelle des femmes, choisie en novembre 2015. Citons parmi les causes devenues célèbres, la fondation Theodora, active en Suisse et dans sept autres pays avec plus de deux cents artistes visitant des centaines de milliers d'enfants dans les hôpitaux chaque année. Citons également Microcrédit Solidaire Suisse (MSS) créé par Georges Aegler et longtemps présidé par Yvette Jaggi, ancienne syndique de Lausanne, destiné à financer la création ou le développement de très petites entreprises en Suisse. Citons encore la Fondation Almaya de la neurobiologiste Kim Do Cuénod, directrice du Centre de neurosciences psychiatriques du CHUV et spécialiste de la schizophrénie dont la mission est de soutenir la recherche relative à la schizophrénie axée sur les possibilités de diagnostiquer précocement le risque de la maladie et de proposer mesures préventives et nouveaux moyens thérapeutiques. Citons enfin la Bibliothèque Sonore Romande qui propose aux personnes aveugles, malvoyantes ou atteintes d'un autre handicap



DOMINIQUE BRUSTLEIN-BOBST. Solidarité et droit à la différence.

des livres enregistrés par des lecteurs bénévoles.

Il est certes peu équitable de n'évoquer que ces quelques exemples parmi tant de travaux remarquables mais l'idée est simplement de suggérer l'éclectisme des objectifs soutenus par le Ladies' Lunch, en faveur de communautés démunies et bien souvent stigmatisées.

Outre le livre qui sera disponible dans les principales librairies suisses, le Ladies' Lunch de Lausanne lançait aussi hier un fonds de solidarité qui levait au cours du déjeuner 50.000 francs et recueillera les recettes du livre, entièrement sponsorisé par des mécènes.

Bénévole, le comité du Ladies' Lunch était présidé depuis dix ans par Dominique Brustlein-Bobst. Elle transmettait le flambeau hier à Abigail de Buys Roesingh, déjà active au sein du comité depuis quatre ans. Les membres du comité mettent à disposition leurs contacts et leur expertise, pour créer une dynamique qui va à l'encontre de tous. Lever des fonds, négocier des soutiens, débattre des budgets, savoir être crédible, un ensemble de compétences qu'elles mettent au service des multiples fondations qu'elles assistent. Avec pour thèmes centraux le droit à la différence et la solidarité qui servent de guides à leurs engagements.

* *Des femmes en action depuis 25 ans*, Editions Favre.

Retour aux bénéfiques

BNS. La Banque nationale suisse (BNS) a bouclé le premier trimestre 2016 sur un bénéfice de 5,7 milliards de francs, contre une perte de 30 milliards de francs sur la même période en 2015. Le stock d'or a généré une plus-value de 4,1 milliards, contre une perte de 1 milliard au premier trimestre l'an dernier. Le gain réalisé sur les positions en monnaies étrangères s'est inscrit à 1,2 milliard de francs, contre des pertes de 29,3 milliards il y a un an, écrit la banque centrale hier dans un communiqué.

Le résultat de la BNS dépend principalement de l'évolution sur les marchés de l'or, des changes et des capitaux. De fortes fluctuations sont donc la règle et il n'est que difficilement possible de tirer des déductions pour le résultat de l'exercice en cours, rappelle l'institut d'émissions. L'appréciation du franc a en-

traîné des pertes de change de 6,9 milliards de francs. Le produit des intérêts et le produit des dividendes se sont quant à eux inscrits à respectivement 2,1 milliards et 0,5 milliard de francs. Les cours des obligations et des actions ont évolué de manière divergente, explique la BNS.

Le niveau généralement plus bas des taux d'intérêt a engendré des gains de cours de 6,2 milliards de francs sur les obligations. Une perte de 0,7 milliard a par contre résulté des actions.

Les positions en francs suisses ont dégagé un bénéfice de 439 millions de francs grâce aux intérêts négatifs prélevés depuis le 22 janvier de l'exercice 2015 sur les avoirs en comptes de virement (333 millions de francs), mais aussi de gains de cours (93 millions) et du produit des intérêts (16 millions) sur les titres en francs. ■

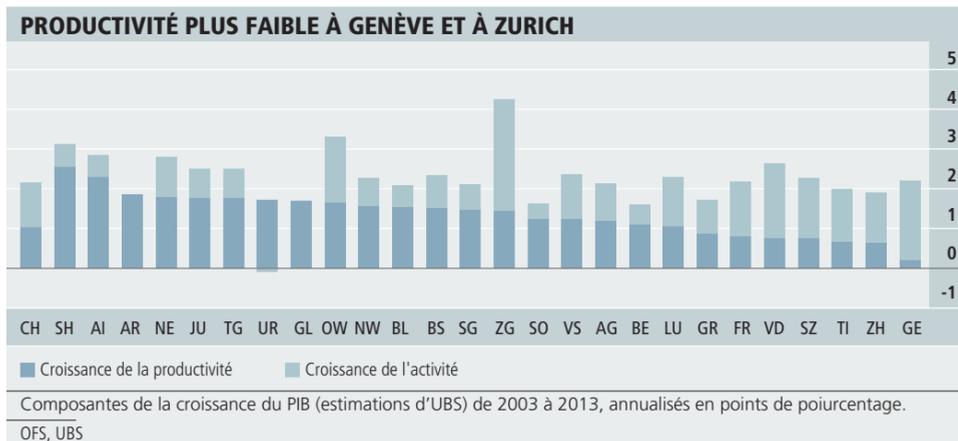
La croissance par l'innovation

SUISSE. Car le modèle fondé sur une forte demande domestique n'est pas durable selon les économistes d'UBS.

Les entreprises de haute technologie («high-tech») sont celles qui enregistrent la croissance la plus dynamique et créent le plus d'emplois selon une étude d'UBS présentée jeudi. La Suisse devrait par conséquent, selon la grande banque, améliorer ses conditions-cadres pour la recherche et le développement. Les vingt entreprises suisses les plus innovantes - celles qui ont déposé le plus de brevets en 2014 - génèrent, en intégrant les effets indirects (fournisseurs inclus), 9,6% du produit intérieur brut (PIB) nominal et 7,6% des emplois en Suisse (270.000), révèle l'étude. Ces entreprises sont nettement plus productives et croissent plus vite que les autres secteurs de l'économie. Elles investissent en outre davantage que la moyenne dans la recherche et le développement. En matière de croissance, les pôles de haute technologie dans les secteurs de la pharmacie, de l'horlogerie ou dans les techniques médicales ont à cet égard une importance particulière.

La place économique suisse risque toutefois de perdre de sa capacité d'innovation, car ces dernières années, la croissance a surtout été générée par l'immigration, par une forte demande domestique et par des dépenses plus élevées dans l'administration et la santé. Or «une telle croissance n'est pas durable», a déclaré Lukas Gähwiler, président d'UBS Suisse, devant les médias jeudi à Zurich.

Le véritable moteur économique de la Suisse, l'industrie produisant de la plus-value, stagne, a-t-il ajouté. Dans ce domaine, plus de 200'000 places de travail ont été supprimées depuis 1991. Dans le



même temps, le nombre de postes dans l'administration et la santé a crû de quelque 330'000. Or à long terme, la prospérité ne peut être assurée que par une croissance basée sur l'innovation et par la création de plus-value par les entreprises selon Lukas Gähwiler. Il s'agit par conséquent d'améliorer les conditions-cadres «pour garder en Suisse les entreprises productives, innovantes et axées sur la recherche et pour continuer à attirer de nouvelles entreprises étrangères».

Pour y parvenir, il convient de réduire la bureaucratie et les réglementations qui freinent l'innovation, plaident les chercheurs d'UBS. Il faut également créer des incitations fiscales pour les entreprises et les start-up axées sur la recherche et renforcer les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM). Une capacité d'innovation élevée devrait se traduire à long terme par une productivité (du travail) supérieure. L'infographie ci-dessus illustre les estimations de croissance annualisée

pour chaque canton pour la période 2003-2013 et les contributions relatives de la productivité d'une part et de l'emploi ou de l'activité de l'autre. Dans les cantons universitaires comme Genève, Zurich et Vaud, la croissance a été portée par l'emploi. A Genève, l'augmentation de la productivité a ainsi représenté moins de 0,3 point de pourcentage. Ce qui tient aussi au poids des services, de l'administration et des organisations internationales. En revanche les cantons de Schaffhouse, Appenzell, Argovie, Neuchâtel et le Jura ont subi une mutation structurelle relativement prononcée, marquée par une évolution à partir de secteurs peu productifs vers des activités plus productives, ainsi que l'a souligné Daniel Kalt, l'économiste en chef de UBS Suisse. Le canton qui a enregistré la plus forte croissance moyenne durant cette période (plus de 4%), Zoug, affiche une contribution plus prononcée de l'emploi, avec une contribution non négligeable de la productivité. Compte tenu du poids

qui pèse sur l'immigration, la Suisse devrait par conséquent se rapprocher d'un modèle où les gains de productivité contribueraient à l'avenir davantage à la croissance de son économie.

Le numéro un bancaire helvétique a en outre rappelé jeudi ses prévisions pour l'année en cours qui ne devrait connaître qu'une croissance modérée de 1% du PIB. Le processus d'adaptation après l'abandon, en janvier 2015, du taux plancher entre l'euro et le franc devrait en effet se poursuivre cette année. Pour 2017, les économistes de la grande banque anticipent une croissance du PIB de 1,5%.

S'agissant de la politique de la Banque nationale suisse (BNS), si cette dernière parvient à maintenir le taux de change dans une «zone de confort» au-dessus de 1,07 franc pour un euro sans avoir à intervenir à un niveau non tenable sur le long terme, les taux d'intérêt négatifs ne devraient pas être abaissés davantage, prônent les économistes d'UBS. - (PK)

Le soutien de la consommation

CONJONCTURE VAUDOISE. Une amélioration du PIB cantonal est attendue en 2016. Mais les experts restent prudents.

TIAGO PIRES

«Une amélioration du PIB vaudois est attendue cette année. Ces prévisions sont toutefois à considérer avec prudence.» Le ton de Jean-Pascal Baechler, conseiller économique de la Banque cantonale vaudoise (BCV) est mesuré. Et il le restera tout le long de la présentation hier à Lausanne. Après une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 0,9% en 2015 dans le canton, une croissance de 1,7% est prévue pour 2016 et de 2,0% pour 2017, selon les dernières valeurs calculées par le CREA et publiées par la BCV, l'Etat de Vaud et la Chambre vaudoise de commerce et d'industrie (CVCI). Le Secrétaire d'Etat à l'économie (SECO) prévoit, quant à lui, sur le plan national une croissance de 1,4% en 2016 et de 1,8% en 2017.

Comme le précise le document officiel, les prévisions de croissance sont légèrement supérieures aux données pour la Suisse dans son ensemble. En temps normal, une telle annonce suffirait à gonfler l'enthousiasme général. Sauf que l'abolition du

taux plancher en 2015 a laissé de profondes séquelles. Au fil de la conférence, l'optimisme s'est progressivement estompé au regard des nombreux facteurs extérieurs pouvant faire fluctuer ces valeurs. «Les incertitudes et les risques sont particulièrement nombreux», a souligné avec véhémence Jean-Pascal Baechler. Surévaluation du franc, une croissance économique mondiale sans élan, la situation délicate des pays émergents, la baisse des prix des matières premières et le recul de la croissance de la Chine sont quelques éléments listés par les représentants de la BCV. «Et à cette liste se rajoutent encore des éléments inhérents à l'économie nationale», met en évidence Jean-Pascal Baechler.

En observant de manière précise les données fournies, l'économie vaudoise se montre toujours résistante, grâce à une demande intérieure robuste. Comme souvent dans le passé et les dernières situations délicates, la consommation des ménages offre un coussin d'air fondamental. En effet, cette activité des consommateurs vaudois démontrent une

confiance dans le tissu économique régional. Et ce malgré un moral des ménages en baisse constante depuis des années. «Les ménages sont inquiets mais ils consomment toujours», a précisé Jean-Pascal Baechler. Preuve s'il en fallait qu'il y a une vraie confiance dans l'économie vaudoise.»

Autre sentiment de satisfaction: le faible recours aux réductions des horaires de travail. En comparaison à la dernière crise conjoncturelle (en 2008-2009), les entrepreneurs ont activé cette mesure avec modération l'année dernière. En lien direct, les institutions ont également remarqué une faible réaction sur le marché du travail. «En 2016, il y a toujours des emplois et de la confiance», a avancé le conseiller économique de la BCV.

Au niveau des secteurs, le secondaire a tendanciellement mieux résisté dans un premier temps, c'est-à-dire en 2015, à l'appréciation du franc (croissance modérée, entre +0,5% et +2%). Il devrait toutefois céder du terrain cette année (stagnation prévue) puis retrouver une croissance

modérée l'an prochain. A l'inverse, les activités du tertiaire ont rapidement ressenti les effets de l'abandon du plancher, mais devraient retrouver une croissance marquée (au-delà de +2%) en 2016 et 2017. Au niveau des branches du secondaire, les industries des machines et alimentaires ont affiché l'an dernier une croissance marquée et devraient voir leur activité fléchir cette année, de manière modérée (entre -2% et -0,5%, machines) ou marquée. En 2017, les machines pourraient renouer avec une croissance modérée, tandis qu'une stagnation est attendue dans l'alimentaire.

Dans la chimie-pharma, l'activité devrait progresser de manière modérée cette année, comme l'an dernier, puis marquée en 2017. Après une hausse modérée de l'activité en 2015, la construction, devrait afficher une croissance marquée en 2016 et à nouveau modérée l'an prochain. L'économie vaudoise garde ses fondamentaux, mais la vigilance reste de mise. Sinon, l'enthousiasme sera définitivement perdu. ■